



Toulouse, le 14 mars 2022

A Monsieur le Directeur Académique des services  
de l'Education Nationale de la Haute-Garonne

**Objet : expérimentation de la plateforme Andjaro en Haute-Garonne**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Nos organisations ont pris connaissance du courrier envoyé aux titulaires remplaçants de la Haute-Garonne au sujet de l'expérimentation par la DSDEN 31 de la plateforme ANDJARO, start-up privée, qui se présente comme une « solution omnicanale de gestion des effectifs en temps réel », pour organiser et gérer le remplacement des professeurs des écoles dans notre département.

Pour nos organisations, cette expérimentation est contraire au principe même du service public de l'Éducation, tel qu'il est inscrit dans la Constitution établissant que « l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat ».

Cette expérimentation est d'autant plus inacceptable qu'elle résulte de la pénurie de postes et de personnels provoquée par les suppressions de postes appliquées à l'école publique depuis de nombreuses années. Elle intervient dans une situation où le ministre de l'Education Nationale ne crée aucun poste dans le 1er degré pour la rentrée prochaine, se contentant des emplois supplémentaires générés sur le dos des stagiaires (qui passeront d'un mi-temps à un temps plein devant la classe), où il supprime 30 postes chez les personnels administratifs alors qu'il a déjà rendu 675 millions d'€ sur son budget ces deux dernières années. En l'état actuel de vos arbitrages de carte scolaire, il n'y aura aucune création de postes de remplaçant à la rentrée dans la Hte-Garonne malgré la grande tension sur ce sujet, et ce depuis plusieurs années, bien avant la crise sanitaire.

Cette logique ouvre la voie à l'externalisation et la privatisation de toutes les missions exercées par les personnels fonctionnaires d'Etat de toutes catégories (enseignants, administratifs etc.).

De plus, cette expérimentation est imposée à l'ensemble des personnels et ne se fait pas sur la base du volontariat comme annoncé. Vous avez fourni à cette start-up privée des informations personnelles telle que l'adresse postale de nos collègues sans leur autorisation. Une telle pratique n'est pas acceptable.

Par conséquent, nos organisations vous demandent de renoncer à mettre en place ce dispositif.

La solution à mettre en œuvre pour améliorer la gestion du remplacement, c'est le recrutement immédiat d'enseignants sous statut notamment par le réabondement des listes complémentaires, la création de postes de remplaçant via un collectif budgétaire pour la rentrée ainsi que le maintien des emplois et le recrutement de personnels administratifs supplémentaires.

L'intersyndicale appelle les personnels à ne pas entrer dans l'expérimentation ANDJARO.

Nous vous prions de croire, Monsieur le DASEN, en notre profond attachement au Service Public d'Éducation.

Les organisations syndicales : SNUipp-FSU31, SNUDI-FO31, CGTeduc'Action31, SUD éducation31